



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUTRIBIO

Avenue Fernand Belondrade
BP 805
82000 Montauban

Références : 2024-1384
Code AIOT : 0006802449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (visite annuelle) et dans celui de l'action nationale relative à la sobriété eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802449

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio. Cet établissement est régulièrement autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 03 décembre 2024. L'activité de Nutribio concerne la réception du lait et différentes étapes de transformation. Les produits finis sont conditionnés sur site.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi des ratios de consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié par APC 29/06/18 modifié par APC 15/05/23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	30 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article Annexe 4	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	déclaration d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	diagnostic impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Situation	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	administrative	du 15/01/2001, article 1		
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	/	Sans objet
7	TAR - procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.c	/	Sans objet
8	TAR - surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	/	Sans objet
9	TAR - Dépassements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une bonne prise en compte des constats faits lors de la visite précédente. L'inspection note que l'exploitant poursuit sa démarche d'optimisation des consommations d'eau avec un important projet d'investissement pour remplacer l'évaporateur n°1 qui devrait permettre une réduction significative des consommations.

Pour ce qui concerne la gestion des tours aéroréfrigérantes, l'inspection n'a pas noté d'écarts majeurs par rapport aux prescriptions contrôlées, mais a noté les difficultés parfois rencontrées par le laboratoire externe Bioqual pour confirmer l'espèce de Legionella avec une méthode conforme à la norme NF T 90 431, et le remplacement prévu de ce laboratoire pour 2025. L'inspection demande que dans ce type de situation, une nouvelle analyse soit faite conformément à la norme. Enfin, pour ce qui concerne les rejets aqueux, l'inspection a constaté un respect des prescriptions fixées pour les deux dernières années en dehors :

- des dépassements liés à l'incident d'août 2023 qui a fait l'objet d'un traitement spécifique ;
- des dépassements des débits de rejet qui devront faire l'objet d'actions correctives, notamment via une optimisation des consommations d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Il comporte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les circonstances et la chronologie de l'événement ; l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ; les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ; un bilan massique de la pollution. <p>Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.</p> <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure de mise en place du barrage flottant. Cette pose n'est possible que lorsque le débit du Tescou est faible pour des raisons de sécurité. L'exploitant précise que la pose est possible dans les moments où le milieu est le plus sensible (débit faible).</p> <p>Concernant la procédure de purge déployée en urgence qui avait conduit à l'envoi inopinée de crème vers la STEP, l'exploitant précise que certaines purges ont été automatisées et qu'un protocole spécifique a été mis en place pour les purges manuelles qui prévoit une vérification de la fermeture de vanne après la purge.</p> <p>L'exploitant a transmis en 2024 une étude sur l'optimisation de la STEP qui conclut à la pertinence d'installer un bassin de sécurité de 500 m3 pour pouvoir isoler les incidents de pertes de matières du process industriel et les lisser dans le temps sur la filière de traitement actuel. L'exploitant indique être en discussion avec un voisin pour faire les acquisitions foncières nécessaires pour installer ce bassin. Une demande d'investissement a été faite pour 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi des ratios de consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié par APC 29/06/18 modifié par APC 15/05/23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consommation en eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 30/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre et maintient les moyens de réduction de consommation d'eau définis dans l'annexe II du présent arrêté. La mise en œuvre est réalisée selon l'échéancier intégré à l'annexe II, un point d'avancement annuel est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février des années 2019, 2020, 2021, 2022, 2023. (...) conso AEP : 350 000 m3/an - 62 m3/h - conso eau de forage 150 000 m3/an et 18 m3/h - conso cours d'eau 3300 m3/an et 9 m3/j

AEP :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements d'eau sont limités à ceux définis dans le tableau ci-dessous :

(...)

Ratio Leau/Llait : 1,8

Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 1260 m3/j

Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 459900m3/an

(...)

Mensuellement, en plus de l'autosurveillance, l'exploitant fait part à l'inspecteur des installations classées de ses

consommations d'eau, de la quantité de lait traitée ainsi que du calcul du ratio.

Constats :

L'exploitant a transmis un plan d'action complémentaire, mis à jour le 25 novembre 2024, et qui a été repris dans l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2024.

Ce plan prévoit en particulier :

- l'optimisation des lavages REP et filtration (gain de 6000m3). L'exploitant confirme sa finalisation en 2023;
- la réutilisation des eaux de STEP pour la préparation des polymères (gain de 5000 m3). L'exploitant précise que les travaux de raccordement sont réalisés, mais que suite à une problématique de développement d'algues, une méthode de désinfection est en cours d'essai.
- l'optimisation des débits à l'eau qui consiste à réduire les consommations d'eau nécessaires au bon fonctionnement des équipements (gain de 15 000m3). L'exploitant précise la mise en place d'un adoucisseur sur la TAR REP réduisant le nombre de purges.
- la mise en place d'un osmoseur pour s'affranchir de la pré-concentration par l'évaporateur n°1 (gain de 40 000m3). L'exploitant précise que cet investissement important est en cours de préparation (génie civil) avec une mise en service prévue pour 2026.

L'exploitant indique néanmoins que le prévisionnel de prélèvement pour l'année 2024 sera de 390 000 m3 contre 369 186 m3 en 2023. Cette augmentation est due :

- à une augmentation de l'activité de l'atelier filtration qui est plus consommateur en eau, même si le ratio de consommation de cet atelier s'est amélioré (2,49 contre 2,87 en 2023) ;
- des incidents (condenseur percé et problèmes de compresseur au niveau de l'évaporateur

n°1 entraînant des surconsommations significatives à partir d'avril 2024).
A date, les ratios moyens depuis le début d'année 2024 sont de :

- 2,33 en Leau prélevée/Lait traité (2,42 en 2023) pour une valeur limite de 1,8
- 2,10 en Leau rejetée/ L lait traité (2,05 en 2023) pour une valeur limite de 1,7

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande de transmettre avant le 15 janvier 2025 un état d'avancement détaillé de la mise en oeuvre du plan d'action, précisant les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les modifications apportées, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2024.

L'inspection rappelle que la réutilisation de l'eau au sein de la STEP doit faire l'objet d'un porter à connaissance évaluant les impacts sur les rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : diagnostic impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, diagnostic impact environnemental et sanitaire

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement dans un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.

Ce diagnostic comporte :

un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'incident ;
une évaluation de la nature et des quantités de produits susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement ;
la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en

présence ; un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre ; une justification de l'étanchéité ou non du tronçon de tuyauterie souterrain endommagé lors de l'accident ; des propositions de mesure de gestion le cas échéant.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'évaluation des impacts environnementaux de la pollution du 20/08/23 sur le Tescou (Société Ingéreau de mars 2024) qui conclut que les incidences induites par la pollution n'ont été que ponctuelles et modérées au vu des enjeux en présence sur le Tescou. Celui-ci a ensuite retrouvé sa biodiversité originelle notamment grâce au Tarn qui a joué le rôle de réservoir biologique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : C. Stockage en « réservoirs aériens » Les moyens de secours sont au minimum constitués de : - deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ; - d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; » « Pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures. (...) » - pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ; - pour les réservoirs aériens « autres que ceux de GNL » de capacité déclarée supérieure à 35 tonnes, d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 l/m2/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir. (...)

Constats :

L'exploitant présente le rapport de contrôle de la détection gaz (Teledyn du 02/10/24). Celui ci indique un bon fonctionnement des détecteurs.

L'exploitant indique avoir simulé une détection gaz pour vérifier le bon déclenchement de l'arrosage automatique et a présenté l'enregistrement de ce contrôle interne réalisé le 03/10/24. Ce contrôle est prévu chaque année.

L'exploitant précise que la mesure du débit du système d'arrosage pose des difficultés opérationnelles aux organismes de contrôle contactés.

Enfin l'exploitant indique qu'il est susceptible de ne pas conserver le stockage de gaz qu'il n'utilise plus. L'inspection rappelle que dans ce cas, il doit mettre en œuvre les dispositions de l'article R512-66-1 et R512-66-3 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de justifier que le système fixe d'arrosage du réservoir dispose d'un débit minimum de 6 l/m²/min (données constructeur par exemple) et d'un moyen de contrôle d'une absence de perte de débit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 1

Thème(s) : Situation administrative, TAR

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (...)

2921-a	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Puissance thermique évacuée : 4 692 kW	E
--------	---	--	---

(....)

Constats :

L'établissement dispose de deux TAR :

- la TAR "JACIR" modifiée en 2021 d'une capacité de 130 m³/h et d'une puissance de 1 512 kW sur une dalle bétonnée à côté du local technique des compresseurs ;
- la TAR "nouvelle REP" d'une puissance de 2 492 kW située à proximité du local ammoniac.

La puissance cumulée est de 4 692 kW.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse Méthodique des Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

<p>L'exploitant présente à l'inspection son analyse méthodique des risques mise à jour le 26 novembre 2024.</p> <p>Elle contient une identification des facteurs de risque avec une cotation en terme de fréquence et de gravité.</p> <p>Elle comprend également la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ainsi que le recensement des bras morts.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a engagé après l'arrêt technique de 2024 une modification de la stratégie de traitement (02/10 pour REP et 09/10 pour JACIR) en mettant en place un couplage "non oxydant continu" et "oxydant ponctuel" pour éviter l'accoutumance des bactéries et diminuer les phénomènes de corrosion. Il a également changé de traiteur d'eau (Tresch au lieu de Veolia).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : TAR - procédures spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, procédures spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion pour chacune des 2 tours (I.EN.015 du 21/11/16) mentionnant notamment les équipements à arrêter pour mettre en sécurité les installations, ainsi que les procédures de nettoyage/désinfection en cas d'arrêt des installations (I.EN.003, I.EN.002 et I.EN.006 du 26/11/24) en cas de dépassement de legionella supérieur à 105 UFC, en cas d'arrêt supérieur à un mois, et en cas d'arrêt supérieur à une semaine. L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'arrêt saisonnier, mais un unique arrêt technique en septembre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : TAR - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : En 2024, l'exploitant a déclaré dans GIDAF les résultats de l'autosurveillance pour chaque mois de l'année de janvier à novembre 2024 pour les deux tours. La fréquence de mesure mensuelle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : TAR - Dépassements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements
Prescription contrôlée : 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en

évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

a) Cas de dépassement ponctuel.

En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Constats :

Le seul dépassement recensé dans GIDAF sur les 5 dernières années remonte à novembre 2023 pour la tour REP. Une valeur de 9 100 UFC/L a été mesurée le 14 novembre 2023.

Selon le rapport d'analyse de la société Bioqual, un choc chimique a été fait le 26/11/23 et le 27/11/23 (2 litres de Biocide NX1164 (Izothiazolinone) à chaque choc). Une nouvelle analyse a été faite le 30/11/23 qui conclut que la Legionnella est non typable (absence d'agglutination au latex permettant de confirmer l'espèce de Legionella) et à l'absence de détection de Legionnella pneumophila via une méthode interne.

L'analyse effectuée le 14/12/23 confirme une absence de détection des Legionella Pneumophila via la norme NF T90-431.

Concernant les problématiques de mesures, 3 cas ont été recensés sur les 5 dernières années dans GIDAF :

- le 9 décembre 2020 pour la TAR JACIR (présence de flore interférente). Le nouveau prélèvement du 28/12/20 indique des résultats non typables.
- le 7 août et le 5 septembre 2024 pour la TAR JACIR. Les rapports d'analyse du Laboratoire Bioqual indiquent une absence d'agglutination au latex et donc une absence de confirmation de l'espèce selon la méthode de référence. Une seconde analyse le 29/08/24 par un autre laboratoire (eva laboratoire départementale haute garonne) confirme l'absence de détection de Legionella pneumophila via la norme NF T90-431 et le rapport de la de Bioqual du 5 septembre 2024 indique une absence de Legionella pneumophila via une méthode interne (PCR).

L'exploitant précise qu'il a décidé de changer de laboratoire d'analyse en 2025 au vu des problèmes rencontrés pour obtenir des mesures conformes à la norme NF T90-431. L'inspection note les actions correctives engagées et rappelle qu'en l'absence d'agglutination au latex et donc une absence de confirmation de l'espèce selon la méthode de référence, il doit procéder à une nouvelle analyse conforme à la norme NF T90-431

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé, l'exploitant respecte les valeurs limites et conditions de surveillance suivantes ;

(...)

cf annexe "tableau de rejet"

(...)

PH compris entre 5,5 et 8,5 mesuré et enregistré en continu

Débit mesuré et enregistré en continu

Température inférieure à 30°C mesurée et enregistrée en continu

(1) les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures - 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser les valeurs maxi (2) Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

(3) Les flux quotidiens de P total sont basés sur le débit moyen quotidien constaté la semaine où est effectuée la mesure, et non pas sur le débit moyen constaté le jour de la mesure.

(4) L'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « eaux résiduaires ». La limite de quantification à atteindre est de 10microg/l

Constats :

La synthèse des résultats déclarés dans GIDAF entre janvier 2023 et novembre 2024 mentionne :

- 87 dépassements de la valeur limite en débit journalier de rejet de 1190 m3/j (29% des mesures)
- 9 dépassements de la valeur limite journalière en concentration en MES de 27 mg/l (1% des mesures) ayant entraîné 8 dépassement de la valeur limite en flux journalier. Les

dépassements en concentration de MES sont inférieurs à la valeur maxi de 50mg/l, sauf celui d'août 2023 (444 mg/l) lié à un incident sur la STEP (envoi de crème).

- 3 faibles dépassements de la valeur limite journalière en concentration de DCO de 60 mg/l et 3 dépassements de la valeur limite en flux de DCO de 71 kg/j, inférieurs aux valeurs limite maxi pour les deux paramètres.
- 1 dépassement de la valeur limite journalière en concentration de phosphore de 1,8 mg/l en août 2023, inférieur à la valeur maxi de 3,6 mg/l, et 3 dépassements de la valeur limite en flux de 2,2kg/j en phosphore (7% des mesures), inférieurs à la valeur maxi.

L'exploitant indique :

- que les valeurs limites et maxi en débit journalier ont été fixées en relation avec le plan d'actions de sobriété, et que la finalisation de ce plan devra permettre de respecter les valeurs fixées ;
- que les dépassements en MES sont liés à des a-coup hydrauliques provoqués par les dysfonctionnements de l'évaporateur n°1. Le remplacement programmé de celui-ci, ainsi que la mise en œuvre d'un bassin tampon supplémentaire, devraient permettre d'éviter ces dépassements.

L'inspection note, qu'en dehors du dépassement de la valeur limite en concentration de Phosphore lors de l'incident d'août 2023, les dépassements des valeurs limites en concentration et flux de polluants restent ponctuels et inférieurs aux 10% mentionnés dans l'arrêté préfectoral. Les valeurs sont par ailleurs inférieures aux valeurs maximum fixées.

Un contrôle externe de recalage a été effectué le 25 avril 2024 (LVD 82 - rapport d'audit pour validation périodique des mesures et analyses pour l'AEAG) qui conclut que les actions d'autosurveillance réalisées par l'exploitant SAUR industrie sont satisfaisantes. L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle doit viser le dernier arrêté préfectoral applicable au site (celui du 14/11/23).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter les valeurs de débits de rejet fixés, notamment par la mise en œuvre de son plan d'action d'optimisation des consommations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours